

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article366>

Une université belge pourrait abriter un réseau d'espionnage industriel chinois

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mardi 10 mai 2005

Spyworld Actu

L'arrestation et l'incarcération, vendredi 6 mai, de Li li Whuang, une Chinoise de 22 ans qui effectuait depuis le mois de février un stage dans l'entreprise d'équipements automobiles Valeo, dans les Yvelines, a relancé les questions sur l'espionnage industriel auquel se livrerait, en Europe, la République populaire de Chine. La jeune femme a été mise en examen pour "intrusion dans des systèmes automatisés de données" et "abus de confiance" .

Dans un premier temps, Thierry Morin, le PDG de Valeo, avait invité à ne pas parler trop rapidement d'espionnage industriel. Mais il reconnaissait que la stagiaire avait enfreint le règlement de l'entreprise en enregistrant des données sur un ordinateur portable, ce qui lui donnait la possibilité d'aller les stocker ailleurs. Valeo est présent sur le marché chinois, où la société possède huit sociétés mixtes et espère vendre, en 2010, pour 1,3 milliard d'euros.

En Suède, une radio a révélé, lundi 9 mai, que des scientifiques chinois se seraient fait admettre dans un centre spécialisé, l'institut Karolinska, pour y faire de l'espionnage et obtenir de l'information sur des découvertes non brevetées. C'est un enquêteur du contre-espionnage qui aurait informé la presse.

Ces deux affaires intéressent beaucoup l'ensemble des responsables européens, confrontés à un phénomène d'espionnage industriel et économique, de la part de la Chine, en pleine expansion. L'affaire Li li Whuang leur apparaît comme un "cas d'école" . La jeune femme possédait de nombreux diplômes universitaires, parlait cinq langues, dont le français, et était décrite comme "très motivée" .

Ce qui caractérise le cas révélé en France, c'est, aux yeux des spécialistes, son développement judiciaire : plusieurs gouvernements, informés récemment d'affaires similaires, auraient recommandé la discrétion à leurs services. Afin de ne pas compliquer les relations avec Pékin et de ne pas mettre en péril la conclusion de certains marchés. Ce qui explique que la justice soit rarement saisie, alors que les agissements des Chinois sont décrits comme "courants et constants" par les spécialistes. Aux Etats-Unis, par contre, le FBI arrête chaque année plusieurs espions chinois présumés.

Dans sa lettre d'informations bimensuelle Strategic Asia, l'Esisc, un centre de recherche stratégique basé à Bruxelles, affirme qu'"un véritable réseau multinational de renseignement économique piloté depuis la Belgique" serait à l'oeuvre. Une organisation "très classique" aurait été mise en place, explique l'Esisc : "Une association d'étudiants et de stagiaires totalement indépendante des structures diplomatiques chinoises, qui, pour des raisons évidentes, ne sont pas officiellement liées à ces opérations."

Ce réseau comporterait aujourd'hui plusieurs dizaines d'agents et serait actif en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et dans le Benelux. Son prochain objectif serait l'Europe centrale. Cette organisation regroupant des stagiaires, des chercheurs, de jeunes professeurs et de futurs docteurs en sciences ciblerait prioritairement les entreprises des secteurs de la haute technologie, des télécommunications, du médicament, de la finance, ainsi que des sociétés technologiques mixtes oeuvrant à la fois pour les domaines civil et militaire.

UNE ASSOCIATION D'ÉTUDIANTS

L'Esisc ne cite pas cette organisation, "qui est dans le collimateur de plusieurs services de renseignement depuis plus de deux ans" , mais contre laquelle aucune action judiciaire n'a jamais été entreprise. Selon les informations recueillies par Le Monde, il s'agirait, en fait, de la Chinese Students and Scholars Association of Leuven (CSSAL). Elle regrouperait de 400 à 700 étudiants et chercheurs dans cette ville de Flandre où est basée l'Université catholique flamande de Louvain (KUL). Cet établissement a une longue tradition d'accueil d'étudiants chinois.

Une université belge pourrait abriter un réseau d'espionnage industriel chinois

Trees Deloddere, qui dirige le bureau international de l'université, dit tout ignorer des soupçons éventuels pesant sur le CSSAL, indépendante de la KUL. Elle souligne toutefois que le dossier de chaque étudiant étranger est soumis à un examen attentif et examiné par la Sûreté de l'Etat, le service de renseignement intérieur et extérieur belge. "Pour quatre étudiants chinois admis, nous en refusons six, qui ne répondent pas aux critères requis, à savoir notamment des diplômes de haut niveau et la connaissance des langues" , explique Mme Deloddere.

La présidente chinoise de l'association affirme, elle aussi, tout ignorer des soupçons exprimés par certains services, où l'on dit avoir été alerté par les nombreux et fréquents déplacements des dirigeants de la KUL et leurs liens, discrets, avec les milieux diplomatiques chinois.